

Wolfgang Fritz Haug

OU EN SOMMES-NOUS AVEC L'ALTERMONDIALISME ?

Entretien avec Actuel Marx (2008)

Actuel Marx (A.M.) : Quel bilan dressez-vous de l'altermondialisme depuis 2001 ? On a parlé d'essoufflement de l'altermondialisme, d'une incapacité à aller au-delà de forums de rencontre et de discussion, à influencer les grandes décisions politiques à l'échelle de la planète. Qu'en pensez-vous ?

W.F.H. : L'altermondialisme est au moins parvenu à modifier quel-que peu les rapports d'hégémonie à l'échelle mondiale. Il serait illusoire d'en attendre beaucoup plus. La culture contre-hégémonique de l'altermondialisme commence à imprégner le milieu dans lequel vont se former, et déjà se forment, de nouveaux sujets politiques. De même qu'en Allemagne, la simple émergence de *Die Linke* a contraint les autres partis à quelques (minimes) concessions sociales, de même cette contre-hégémonie et le potentiel de forces politiques qu'elle constitue influencent déjà les « grandes décisions politiques à l'échelle planétaire », même si ce n'est encore, pour une première fois, que de façon marginale.

A.M. : *Le quatrième point de la charte des principes du Forum social mondial, définie en 2001 après le premier forum, semble éviter de prendre une position « anticapitaliste » sans détour. Le texte retenu marque une opposition « au processus de mondialisation capitaliste commandé par les entreprises multinationales et les gouvernements et institutions internationales au service de leurs intérêts ». Y voyez-vous une formule de compromis entre différentes composantes du mouvement ?*

W.F.H. : « L'anticapitalisme sans détour » ferait bien de revoir sa dialectique,¹ s'il ne veut pas être lui-même la proie de la dialectique passive de ses

¹ Cf. mon essay « Dialectique de l'anticapitalisme », www.wolfgangfritzhauk.inkrit.de/documents/anticapitalisme-fr-xx.doc.

propres contradictions. Le chemin qui conduit de l'antimondialisme à l'altermondialisme fournit une utile leçon de dialectique. L'altermondialisme est un mondialisme. Il n'est pas régressif. Il part d'un capitalisme *high-tech* transnational. Même si l'altermondialisme doit, dans ses manifestations concrètes, réaliser des compromis entre les intérêts particuliers, il n'en reste pas moins vrai qu'il s'oppose à l'avancement de la mondialisation capitaliste sur le mode néolibéral. Il apprendra à sa manière cette dialectique entre proches objectifs et objectif lointain que Rosa Luxembourg exprime dans son oxymore hautement productif de la « *Realpolitik* révolutionnaire ». Les objectifs proches ont toujours à voir avec la mise en oeuvre d'éléments d'un nouveau mode de re-régulation sociale et écologique du capitalisme à l'échelle mondiale. Ils ne peuvent pas ne pas renvoyer à une création ou à une réorientation sociétale mondiale des institutions fragmentaires d'une « politique intérieure mondiale ». L'objectif lointain est la cohabitation des hommes et un traitement de leurs conditions naturelles d'existence qui soient libérés de la domination du profit. Et il s'agit déjà de réaliser dans le présent tout ce qui est possible. Il est à cet égard nécessaire de renforcer, voire de créer le cadre politique et juridique de ce que l'on a appelé la « deuxième économie ». Celle-ci existe dès maintenant, ici et là, sous de multiples formes d'économie non commerciale, à divers niveaux de la vie sociale. Il s'agit de transformer les rapports de force entre la première et la seconde économie dans la perspective à long terme d'inverser cette hiérarchie (Oskar Negt).

A.M. : En quoi le marxisme a-t-il vocation à parler d'altermondialisme ? La référence au marxisme est-elle celle qui permet de conjuguer, au plan théorique et dans la pratique, anticapitalisme et altermondialisme ? Ou du moins est-elle centrale dans la synthèse de ces deux termes ?

W.F.H. : « Une pensée devenue monde » : c'est ainsi qu'Henri Lefebvre a jadis compris le marxisme. Le devenir-monde alternatif d'aujourd'hui

trouve ici ses éléments irremplaçables, même si les configurations politico-théoriques du marxisme du XX^e siècle sont irrémédiablement dépassées. La théorie marxienne du capital, la critique de l'économie politique, est à comprendre comme la condition, certes insuffisante mais indispensable, d'un altermondialisme efficace. Même s'agissant d'un simple réformisme de régulation interne au capitalisme, elle constituerait la référence incontournable. Sans une connaissance scientifique du monde capitaliste, il n'y a ni une vision claire d'un « autre monde », ni de critères d'évaluation pour le choix de mesures politiques concrètes. Il en résulte la tâche de renouveler la pensée marxiste et les modèles politiques marxistes, dont beaucoup sont devenus des entraves.

A.M. : La notion de « socialisme » au sens d'une rupture radicale avec le capitalisme, que beaucoup n'ont jamais cessé d'utiliser, refait surface aujourd'hui, notamment à travers le mot d'ordre de « socialisme du XXI^e siècle », avancé par Hugo Chávez. Pensez-vous que la mise en question du capitalisme dans le monde contemporain doive, en dépit du poids du passé, se structurer à partir des principes généralement attachés à cette notion ? Ou faut-il, au contraire, se démarquer de cette référence ?

W.F.H. : Le proverbe africain, « les mots sont jolis, mais les poules pondent des œufs », vaut également pour le mot socialisme. Et pourtant on ne peut se passer de ce mot. Pour donner un sens à l'orientation « socialisme du XXI^e siècle », il faut un concept critique du socialisme du XX^e siècle, qui permette de comprendre de façon marxiste son échec et la tragédie qu'il a représenté. L'expérience que procurent les échecs du socialisme du XX^e siècle constitue un précieux patrimoine pour toute tentative future en vue d'un monde socialement solidaire et écologiquement durable.

A.M. : Comment structurer aujourd'hui un altermondialisme anticapitaliste à l'échelle mondiale ? Quelles forces sociales diverses le mouvement doit-il intégrer ? Quelles formes doit-il se donner ? A quel échelon les acteurs politiques doivent-ils être situés : à

l'échelle infranationale des mouvements (mouvement des mouvements), à l'échelle nationale (des alternatives socialement concertées), à l'échelle régionale ou continentale (des constructions de trajectoires histo-riques divergentes), à l'échelle d'une citoyenneté et d'un État mondial ?

W.F.H. : Par contraste avec *le kosmos* des anciens Grecs et contrairement aussi à l'idée des Lumières d'une harmonie entre nature et raison, il ne s'offre plus à nous, aujourd'hui, de bon ordre cosmique dans lequel nous pourrions nous sentir chez nous. Le « monde » du « citoyen du monde », c'est le monde humain éclaté des États, avec sa structure institutionnelle clairsemée, et, en cas d'urgence, à peine plus que « virtuelle », d'ordre juridique supra-étatique. En même temps, aucun grand problème ne peut plus être traité uniquement au niveau national, encore moins au niveau « local ». Néanmoins, le mot d'ordre « penser global, agir local » garde son noyau de vérité : un mouvement qui n'incarnerait pas quelque force « locale » (nationale ou régionale) n'apporterait rien dans le rapport de forces transnational. Certains mouvements sociaux ou acteurs politiques, certaines institutions peuvent faire du bon travail à leur échelle. Mais on ne pourra parler d'un « bloc historique », au sens de Gramsci, que lorsqu'un altermondialisme pluriel sera en mesure de coopérer avec tous les autres à tous les niveaux et à toutes les échelles du système mondial. Pour que l'on puisse parler d'une pratique globale ou mondiale, il faut que soient développées plus avant les approches d'une pratique transnationale alternative.

Dans la mesure où un réseau d'accords inter et trans-nationaux garantit, avec pouvoir de contrainte, les droits « de citoyens du monde » des propriétaires du capital sans considération de leur origine, on peut parler d'un Empire du capital transnational. S'il en est ainsi, le cosmopolitisme réellement existant se décompose en deux opposés complémentaires : d'un côté, le cosmopolitisme des VIP, cadres du capital transnational, pourvus de cartes de crédit, qui circulent dans l'Empire du capitalisme mondial; de l'autre, l'armée

des millions de prolétaires migrants, illégaux, denrées de contrebande pour les passeurs. Leur destin illustre comment divorcent droit humain et droit du citoyen (citoyenneté). La mondialisation a certes pleinement « organisé la production et la consommation de tous les pays sur une base cosmopolite » (*Le Manifeste Communiste*), mais elle a privé les producteurs de ce statut cosmopolite.

Cosmopolites à contrecœur, les pauvres possèdent certes sur le papier un « droit humain », mais n'en jouissent qu'à la mesure de ce que leur concède la puissance des États-nations où ils viennent travailler. Les gouvernements en place sont les Caciques du temps présent. Au service des groupes transnationaux, ils doivent en même temps veiller à être réélus par leurs populations. Les politiques d'expulsion du populisme autoritaire contemporain sont des traitements à courte vue visant à surmonter cette antinomie. Le marxisme classique ne connaissait pas encore ce problème. Le *Manifeste Communiste* connaît la « xénophobie des barbares », pas celle des « civilisés ».

Au « désespoir des réactionnaires », qui se lamentent de voir le capital transnational enlever à l'industrie sa base nationale, répond aujourd'hui dans les centres capitalistes le sort des personnes congédiées pour le reste de leur vie et des fractions de la classe ouvrière assujetties au déclassement (*downsizing*). On ne trouvera de solution que dans des politiques qui répondent à l'échelle mondiale à des intérêts immédiatement antagonistes : d'un côté, ceux de ces personnes rejetées, qui pour une part ne constituent mêmes plus une armée de réserve, et ceux de la masse des migrants qui se pressent aux portes du salariat. Moins que jamais, le socialisme du XXI^e siècle ne pourra donc être un socialisme national, bien qu'il ne puisse se fonder sur rien d'autre

que des forces « nationales », pas plus qu'un État mondial² « virtuel » n'est concevable si le socialisme ne vient pas lui conférer quelque réalité qui aille au-delà d'une « police du commerce » du capital transnational.

² Pour éviter tout malentendu, précisons que cette notion d'« État mondial », ou d'« État monde » n'est pas prise ici au sens d'un objectif (utopique) à poursuivre, mais plutôt en référence à l'idée, évoquée dans *Altermarxisme*, que la mondialisation néo-libérale impérialiste laisse apparaître à l'horizon une tendance historique à reproduire à l'échelle mondiale certains traits étatiques qui sont ceux d'un État (de classe). C'est en ce sens, que les institutions internationales auraient un contenu (de classe) supranational, corroborant leur caractère impérialiste.